

Déclaration conjointe de l'Union Européenne, de la République de Côte d'Ivoire  
et de la République Française sur une coopération renforcée dans le domaine de  
l'énergie durable

1. Reconnaissant que le développement du secteur de l'énergie est essentiel pour la croissance économique durable de la Côte d'Ivoire tel que inscrit dans le Plan National de Développement 2012-2015;
2. Reconnaissant que le Plan National de Développement identifie le renforcement de l'accès à une énergie en quantité suffisante, de bonne qualité et à moindre coût comme objectif principal du secteur;
3. Reconnaissant l'adoption en 2011 du Document de Stratégie 2011-2030 du secteur de l'Energie et son actualisation lors du Séminaire National Energie 2012, qui identifie quatre domaines d'intervention stratégiques dans le secteur de l'électricité: (i) adéquation de l'offre classique et de la demande; (ii) développement des énergies nouvelles; (iii) révision du cadre institutionnel et renforcement des capacités; (iv) viabilité financière;
4. Accueillant favorablement l'adoption par l'Assemblée Nationale le 24 mars 2014 et la promulgation par le Président de la République de Côte d'Ivoire le 02 avril 2014 de la Loi portant Code de l'Electricité, qui vise à apporter plus de souplesse dans la gestion des segments d'activités jusqu'alors objets du monopole de l'Etat et à mieux prendre en compte les énergies nouvelles et renouvelables ainsi que la maîtrise de l'énergie;
5. Accueillant favorablement l'adoption par l'Assemblée Nationale le 26 mai 2014 et la promulgation par le Président de la République le 20 Juin 2014 de la Loi d'orientation de la politique nationale du développement durable;
6. Prenant note que la stratégie du pays est en phase avec les objectifs de l'initiative lancée par le Secrétaire général des Nations unies en septembre 2011 « Energie durable pour tous », tout en tenant compte que la mise en place de cette ambitieuse stratégie demandera des efforts importants en termes de moyens et de capacité;
7. Considérant que le « Programme pour le Changement » adopté en 2011 par la Commission européenne encourage l'Union Européenne à appuyer les pays partenaires dans leur lutte contre la pauvreté et à les accompagner sur le chemin de la croissance durable. Les aspects essentiels abordés dans le « Programme pour le Changement » incluent la bonne gouvernance, la croissance inclusive et soutenable, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie propre et l'amélioration de la résilience face aux désastres naturels et aux conséquences du changement climatique;

8. Considérant que l'Union Européenne a alloué dans l'enveloppe nationale pour la République de Côte d'Ivoire du 11<sup>ème</sup> Fonds de Développement Européen (FED) une contribution financière de 139 millions EUR pour appuyer la République de Côte d'Ivoire à atteindre ses objectifs en matière énergétique durant la période 2014-2020. En outre, des actions complémentaires pourront être envisagées dans le contexte de la programmation régionale du FED et des lignes thématiques telles que: « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent »;
9. Considérant que la Côte d'Ivoire a atteint, en juin 2012, le point d'achèvement de l'initiative PPTE et bénéficié, dans le cadre du Club de Paris, d'un traitement de sa dette bilatérale à l'égard de la France, consistant en une annulation sèche de créances commerciales et en un refinancement par dons des créances d'APD (C2D);
10. Considérant que la France apporte à travers le groupe Agence Française de Développement (AFD) un appui au développement du secteur énergétique en Côte d'Ivoire, à travers notamment i) des financements apportés en faveur de projets d'augmentation de capacité de production, ii) des lignes de crédits bancaires pour le financement de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, et iii) de l'assistance technique pour un programme de renforcement de la formation aux métiers de l'électricité;
11. Sachant que l'AFD envisage de renforcer son appui au développement du secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire à travers de nouvelles actions de coopération et des financements de projets dans le domaine de l'accès à l'énergie pour tous, la sécurité énergétique, l'intégration électrique régionale et la diversification du mix électrique ivoirien;
12. Prenant en compte la complémentarité des actions de l'Union Européenne, de la France et d'autres Partenaires Techniques et Financiers dans l'utilisation des fonds publics en vue de mobiliser des montants plus importants provenant de partenariats financiers au bénéfice du maximum de citoyens;
13. Reconnaissant qu'une coopération renforcée créera les conditions nécessaires pour augmenter les investissements et amplifier les efforts individuels;
14. Confiant qu'une coopération renforcée pourra faciliter l'atteinte des objectifs nationaux en matière énergétique, augmenter significativement l'accès à l'énergie durable, produire de l'électricité fiable à un coût compétitif et aider à fournir des services énergétiques modernes et abordables à la population tout en améliorant l'efficacité des infrastructures énergétiques et de leur utilisation. Cet effort contribuera à promouvoir la paix et la sécurité pour la majorité de la population, à revitaliser l'économie en maximisant les bénéfices économiques, financiers, sociaux et environnementaux et à promouvoir une plus grande résilience aux crises et désastres;

15. Reconnaissant et s'appuyant sur les coopérations passées et actuelles au niveau national et régional;
16. L'Union Européenne et la France, notamment à travers l'AFD, s'efforceront de:
- a. Soutenir l'amélioration du dialogue sectoriel sur l'énergie avec la République de Côte d'Ivoire et les autres partenaires du secteur;
  - b. Fournir à sa demande de l'assistance technique à la République de Côte d'Ivoire pour affiner sa politique énergétique, promouvoir et préparer les projets appropriés et fournir le transfert de connaissance technologique pertinent;
  - c. Appuyer l'identification et la préparation de projets énergétiques qui pourraient être financés avec l'assistance des Partenaires Techniques et Financiers en vue d'augmenter l'accès des populations aux services modernes énergétiques et de sécuriser la fourniture d'énergie pour les entreprises;
  - d. Soutenir l'élaboration d'un plan d'action détaillé pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en conformité avec la Politique Énergétique Nationale;
  - e. Soutenir la mise en œuvre du Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) en permettant en particulier l'identification de projets pour augmenter l'accès « hors réseau » et le développement de mini-réseaux adossés à des solutions énergétiques durables là où cela est nécessaire;
  - f. Promouvoir la mobilisation du secteur privé et de la société civile dans le secteur de l'énergie et attirer le secteur privé et les institutions financières vers des investissements concernant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique;
17. Le gouvernement ivoirien s'efforcera à:
- a. Organiser et animer activement le dialogue sectoriel et assurer la conduite des programmes énergétiques tout en veillant à fournir en toute transparence les informations relatives aux financements et à la préparation des projets dans le secteur;
  - b. Poursuivre la mise en œuvre des réformes dans le secteur de l'électricité en vue d'établir son équilibre financier et de créer un environnement propice aux investissements du secteur privé dans le domaine de l'énergie;
  - c. Promouvoir l'utilisation des technologies et des solutions énergétiques durables dans le but de limiter les impacts négatifs de la production et de l'utilisation d'énergie sur le climat et l'environnement conformément à la politique énergétique nationale;
  - d. Favoriser l'accès du plus grand nombre à une énergie moderne;

18. Une feuille de route reprendra les actions possibles visant à accélérer l'approvisionnement de services énergétiques modernes, fiables, compétitifs et soutenables à la population et aux entreprises, avec un calendrier prévisionnel de mise en œuvre. Cette feuille de route indicative aura pour but de renforcer mutuellement les efforts des différents acteurs dans le cadre de leur programmation lié aux allocations financières aux niveaux national, régional et thématique.

Cette déclaration d'intention ne crée pas ou n'a pas l'intention de créer des obligations légales, contraignantes ou budgétaires sous les législations domestiques et internationales.

Signé le 23 Septembre, 2014

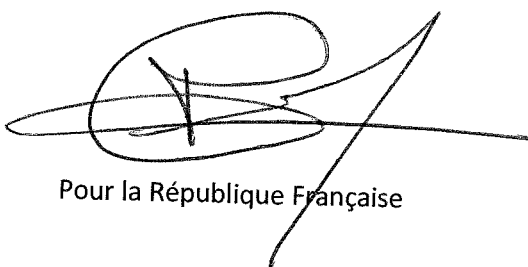
à New York



Au nom de l'Union Européenne



Pour la République de Côte d'Ivoire



Pour la République Française

*Fait en trois exemplaires originaux - chaque signataire conserve une copie*